

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION
DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

M. CAZENAVE

Installation d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU)
1253 - 1 chemin du Ferrandou à Mougins

Arrêté de mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation administrative de l'installation

N° 348

Le préfet des Alpes-Maritimes

- VU le code de l'environnement, livre I, titre VII Dispositions communes relatives aux contrôles et sanctions), et notamment ses articles L.171-6, L.171-7 et L.172-1 ;
- VU le code de l'environnement, livre V, titre I (Installations classées pour la protection de l'environnement), notamment ses article L.511-1, L.512-1 et L.514-5 ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée aux articles L.511-2 et R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées référencé 20180409_KV_149 du 9 avril 2018 consécutif à une visite de contrôle du site où M. CAZENAVE exerce ses activités effectuée le 4 avril 2018, ce rapport ayant été transmis à M. CAZENAVE conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU l'absence d'observation de M. CAZENAVE à la notification susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 346 en date du 09 MAI 2018 à l'encontre de M. CAZENAVE lui enjoignant de régulariser la situation administrative du site qu'il exploite 1253 - 1 chemin du Ferrandou, à Mougins ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 347 en date du 09 MAI 2018 suspendant l'activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage exercée par M. CAZENAVE sur son site 1253 - 1 chemin du Ferrandou, à Mougins ;
- CONSIDERANT que M. CAZENAVE exploite sur son site 1253 - 1 chemin du Ferrandou, à Mougins, une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage relevant de la rubrique n° 2712-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sans avoir fait l'objet de l'enregistrement requis par l'article L.512-7 du code de l'environnement et sans l'agrément préfectoral prévu à l'article R.543-162 du même code ;
- CONSIDERANT que M. CAZENAVE a été mis en demeure de régulariser la situation administrative du site qu'il exploite 1253 - 1 chemin du Ferrandou, à Mougins ;
- CONSIDERANT que l'activité exercée par M. CAZENAVE 1253 - 1 chemin du Ferrandou, à Mougins a été suspendue dans l'attente de sa régularisation administrative ;
- CONSIDERANT la situation irrégulière de l'installation exploitée M. CAZENAVE et au regard des atteintes potentielles aux intérêts environnementaux mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article L.171-7 du même code en prescrivant à M. CAZENAVE des mesures conservatoires afin de garantir la mise en sécurité du site dans l'attente de la régularisation complète de l'installation ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes :

ARRETE

ARTICLE 1

L'exploitation, par M. CAZENAVE, de l'installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage située 1253 - 1 chemin du Ferrandou, à Mougins, se conforme aux prescriptions énoncées à l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2

M. CAZENAVE procède, dans un délai de deux mois, à l'évacuation de la totalité des véhicules hors d'usage et des déchets présents sur le site pour leur élimination dans une installation dûment autorisée.

M. CAZENAVE produira à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois, les justificatifs nécessaires.

Les délais ci-dessus sont à compter de la date de notification du présent arrêté à M. CAZENAVE.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Nice :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes et notifié à M. CAZENAVE.

Ampliation en sera adressée à

- M. le secrétaire général de la préfecture,

- M. le maire de Mougins,

- Mme la chef de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le **09 MAI 2018**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DIRECTION 3 375



Frédéric MAC KAIN